

M. George VASSILIOU (Président, Chypre) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, je voudrais exprimer mes remerciements au peuple et au Gouvernement de la France qui accueille ce Sommet historique et en particulier le Président Mitterrand dont la compétence et l'attachement à l'idéal européen sont le meilleur garant d'un plein succès.

La présente Réunion marque la fin d'une époque de l'histoire de l'Europe. C'est le point de confluence des forces qui ont déclenché la séquence d'événements qui ont emporté l'ordre régnant en Europe depuis quarante-cinq ans.

Au cours de l'année, la ligne de confrontation qui s'était creusée au coeur de notre continent, la division de l'Europe, l'héritage de la guerre froide sont devenus des choses du passé qui ont rendu sans fondement des concepts et des attitudes bien établis. Nous voulons exprimer notre gratitude au Président Gorbatchev pour sa vision de la nouvelle Europe et remercier le Président Bush d'avoir aidé à faire de cette vision une réalité.

Comme tous les Européens, nous Chypriotes, nous partageons la joie et l'enthousiasme du peuple allemand pour son unité, car nous pouvons comprendre ce que signifie l'aspiration à l'unification, nous qui vivons dans une patrie divisée.

Cependant, comme la chouette de Minerve s'envolant au crépuscule et apportant la sagesse, la présente Réunion qui se tient après le déferlement de joie provoqué par ces événements nous donne une occasion rare de réflexion.

Nous laissons derrière nous la stabilité dangereuse et durable imposée par la confrontation Est-Ouest et la guerre froide qui avait fixée des limites au comportement des différents pays, compte tenu du potentiel terrifiant d'une "confrontation à chaud", mais un vide subsiste dans la structure de sécurité de l'Europe.

La sécurité, comme la nature, abhorre le vide. L'Europe a besoin aujourd'hui d'un système de sécurité collectif adapté aux conditions d'un monde multipolaire et garantissant une sécurité égale pour tous. Sans un tel système, notre continent et, plus particulièrement, les petits Etats

M. Vassiliou

se retrouveront à la merci de toute sorte d'opportunistes qui seraient tentés de trouver une issue à leurs propres difficultés, en pratiquant l'intimidation, la coercition ou l'agression.

Je ne pense pas que ce soit par pure coïncidence que l'invasion du Koweït, un petit pays, soit intervenue en ce moment précis. Nous condamnons l'agression de l'Irak contre le Koweït. Tout le monde, cette fois-ci, a été en mesure de se mobiliser contre cette agression. C'est la raison pour laquelle l'Irak échouera, car, nous en conviendrons tous, l'agression ne paye jamais. Nous avons une réaction particulièrement vive en matière d'agression, car, nous-mêmes, nous avons connu une invasion dramatique qui a été déclenchée par un voisin beaucoup plus fort.

Monsieur le Président, le besoin d'un système de sécurité collective régi par les Principes de l'Acte final d'Helsinki devient de plus en plus urgent à mesure que l'Europe doit relever de nouveaux défis qui engendrent l'instabilité et sont porteurs de conflits. La réapparition d'un chauvinisme nationaliste, dont les manifestations sont déjà évidentes dans certaines parties d'Europe, constituera l'un des principaux défis que nous devons relever au cours des années à venir.

C'est une erreur des nationalistes que de croire que l'identité, le bien-être et la sécurité d'un groupe ethnique ne peuvent être garantis que dans les limites étroites de l'homogénéité et toujours au détriment des autres groupes.

Nous Chypriotes, comme de nombreux autres Européens, avons fait l'expérience des souffrances, de la destruction et du dénuement que peut causer un nationalisme outrancier, et cela explique notre très vive préoccupation en cette matière.

Les chauvinistes, quels que soient leurs buts et intentions proclamés, s'engagent sur une voie qui mène au déni des droits de l'homme et des valeurs telles que la dignité de la personne humaine, la tolérance et la liberté qui constituent notre héritage humaniste en Europe.

La diversité et le contact créateur entre les groupes humains expliquent la vitalité de notre civilisation européenne et ont toujours été la principale source des changements et du progrès.

Comme l'ont prouvé de nombreux pays en Europe, un tel résultat n'est rendu possible que par le respect strict des droits de l'homme et des libertés des individus.

Les règles et les principes du processus d'Helsinki et nos réalisations dans le domaine de la dimension humaine constituent une contribution précieuse à la réalisation de ces objectifs.

Le besoin de sauvegarder les droits de l'homme, en tant que composante essentielle de la sécurité, et l'interdépendance qui existe entre la sécurité, les droits de l'homme et le développement économique ont été une source majeure de la force du processus d'Helsinki, que nous essayons de préserver et d'étendre dans notre aspiration à l'intégration.

Les réalisations intervenues dans le domaine de la dimension humaine de la CSCE ont été spectaculaires et sont une source de satisfaction légitime pour nous tous. La démocratie et le respect des droits de l'homme sont maintenant à la portée de tous les Européens. Nous devons nous féliciter ici de la contribution apportée dans ce domaine par le Conseil de l'Europe, nous inspirer de son expérience et recommander que nous profitons pleinement de ses capacités d'organisation.

Il est également très important, et c'est là le symbole de notre engagement et de notre foi dans la solidarité et l'unité européennes, que nous intensifions nos efforts en faveur de la coopération économique dans tous les domaines afin de créer les conditions d'un développement durable dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui transforme ces sociétés et leur économie en une partie intégrante de l'Europe. Dans ce monde de l'interdépendance, il ne faut jamais oublier que la prospérité future de l'Europe ne pourra être garantie que si la prospérité du monde en développement est également garantie.

M. Vassiliou

Monsieur le Président, le Traité sur les forces armées classiques en Europe signé hier et l'élargissement envisagé des futures négociations à tous les Etats participant à la CSCE ainsi que le résultat des négociations MDCS constituent des premières mesures importantes pour le renforcement de la sécurité. En faisant en sorte que, sur la route de la sécurité, aucun pays ne soit gagnant aux dépens des autres et en renforçant la transparence dans le domaine des activités militaires, ces négociations créent une dynamique propice à l'instauration d'un système de sécurité en Europe garantissant une sécurité égale à tous.

Il faut réfléchir un peu plus à la dimension parlementaire de la CSCE. Une telle initiative donnera un élan supplémentaire aux activités de la structure d'observation des élections jusqu'à ce que le pluralisme démocratique soit institué en Europe.

Tout au long de son histoire, Chypre a été un poste avancé de l'Europe en Méditerranée et sait combien la sécurité de l'Europe est étroitement rattachée à la sécurité en Méditerranée. Nous accordons donc une grande importance au processus d'amélioration de la sécurité dans cette région comportant la mise en place d'une conférence sur la sécurité et la coopération dans la Méditerranée et appuyons très vigoureusement les consultations qui sont menées avec tous les Etats intéressés à cette fin.

En dehors des résultats positifs obtenus dans le domaine du désarmement, nos efforts concertés ont permis la création du Centre de prévention des conflits. Il s'agit là d'une contribution modeste, mais importante dans le domaine de la sécurité, ce Centre pouvant devenir la principale institution pour le règlement pacifique des différends et le maintien de la paix et la stabilité en Europe.

La reconstruction d'un système de sécurité adapté aux conditions et aux besoins d'une Europe réunifiée exige également que nous nous occupions de la solution pacifique des conflits en Europe. Le problème de Chypre, comme l'a dit le Secrétaire général des Nations Unies hier, constitue un problème européen dont la solution se fait attendre depuis longtemps.

En effet, Chypre ne saurait rester un anachronisme en Europe, c'est le seul pays européen qui connaisse l'occupation d'une armée étrangère, dont les citoyens se voient dénier l'exercice des droits et libertés fondamentales, et même priver de la liberté de circulation et de la jouissance du droit de propriété, et dont la structure démographique a été altérée par une immigration massive.

Monsieur le Président, nous renouvellerons demain notre attachement aux dix Principes de l'Acte final d'Helsinki. Nous allons réaffirmer notre engagement à respecter les droits et libertés fondamentales des individus ainsi que le droit international et les obligations qui découlent de la Charte des Nations Unies. L'application de tous ces principes au cas de Chypre transformerait le problème de Chypre en une chose du passé. C'est la raison pour laquelle je voudrais en appeler à tous les Etats participants pour qu'ils rendent cette transformation possible et invitent la Turquie à manifester sa fidélité aux engagements pris envers les Principes d'Helsinki. Nous sommes fermement convaincus que la solution du problème de Chypre sur la base des Principes d'Helsinki sera une contribution durable à la consolidation de la paix et de la sécurité en Europe.

Monsieur le Président, le défi à relever n'est plus de surmonter la division de l'Europe, mais d'en renforcer l'unité et la sécurité par la coopération et de jeter les fondations de ce que le Président Gorbatchev a appelé la "maison commune européenne" et que le Président Mitterrand a décrit comme la "confédération européenne".

La réalisation de l'unité européenne est devenue aujourd'hui nécessaire et possible. Elle exige de tous que nous assumions notre part de responsabilité, sachant que notre effort a une portée universelle et transcende les frontières de l'Europe.

